

Résumé d'évaluation

Evaluations à mi-parcours et ex-post du projet « 7oumti, m'engager pour mon quartier »

Pays : **Tunisie**

Secteur : **Villes durables**

Évaluateur : **MEDEVA Consulting (2018) / Ecole de la Ville (2021)**

Date des évaluations : **2018 (mi-parcours), 2021 (ex-post)**

Données clés de l'appui AFD

Numéro de projet : CTN 1216

Montant : 680 k€

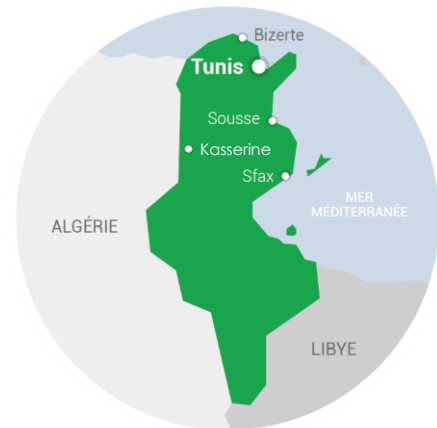
Taux de décaissement : 100%

Signature de la convention

de financement : 11/12/2017

Date d'achèvement : 28/02/2021

Durée : 4 ans



Contexte

Le projet s'inscrit dans un processus de décentralisation consacré par la nouvelle Constitution de 2014 et qui a confié aux collectivités locales un rôle moteur dans le développement économique et social des territoires, assis sur des décisions prises au plus près des populations. Par ailleurs, la Tunisie a connu une croissance urbaine rapide, marquée par la prolifération d'habitat informel, amenant de nouveaux défis à surmonter et appelant des démarches de participation citoyenne et de concertation avec les ONG et institutions locales.

Intervenants et mode opératoire

Chef de file du projet, via la facilité FISONG : Mercy Corps, ONG responsable de la mise en œuvre, aux côtés de deux partenaires associatifs (Jamaity, ACDS)

Collectivités locales : Sbeitla et Ennour (gouvernorat de Kasserine), Sidi Hassine (gouvernorat de Tunis)

Institutions nationales associées : Ministère des Affaires Locales et de l'Environnement – MALE, Agence Nationale de Gestion des Déchets - ANGED, Agence de Réhabilitation et de Rénovation Urbaine - ARRU

Objectifs

La finalité du projet est d'impulser une dynamique durable de gouvernance locale participative entre société civile, acteurs institutionnels et travailleurs informels, autour de problématiques de l'aménagement urbain et de gestion des déchets solides.

Résultats attendus en matière de gestion des déchets et d'aménagement urbain

- Renforcement des capacités des autorités locales et des habitants à engager des dialogues participatifs pour définir leurs priorités ;
- Solution technologique, sous forme d'application mobile locale, permettant aux citoyens de s'engager activement et proposer des solutions ;
- Développement et financement de projets alignés avec les besoins des citoyens et les priorités des autorités ;
- Renforcement des capacités à se structurer et se formaliser des groupes de personnes travaillant dans les services liés à ces activités (chiffonniers...) ;
- Capitalisation afin de faciliter la réplique et la diffusion de bonnes pratiques.

Appréciation de la performance

Pertinence

L'analyse des documents et du contexte, complétée d'entretiens, confirme que le projet était pertinent au moment de son instruction. Dans sa mise en œuvre, il a démontré une capacité à s'adapter aux situations et contextes locaux ou plus généraux (nouveau cadre réglementaire et nouvelles équipes en 2018, capacité d'investissement des communes réduite du fait de la crise sanitaire) tout en gardant une certaine pertinence.

Efficacité

Lors de l'instruction, le projet s'est fixé des objectifs ambitieux, parfois au-delà de ses moyens. Trois des cinq résultats attendus sont partiellement atteints : renforcement des capacités à une participation citoyenne, appui aux entrepreneurs, capitalisation et diffusion de bonnes pratiques. L'appui aux chiffonniers n'a pas donné de résultat tangible, il a cependant permis un diagnostic plus fin de la situation, qui pourrait permettre de mieux identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. L'objectif de mise en œuvre d'une solution technologique n'a pas été atteint : l'application mobile a été conçue et développée mais non mise en service car les sujets d'hébergement et de maintenance n'avaient pas été anticipés correctement.

Efficience

Le projet a fait face à des perturbations majeures essentiellement exogènes (cf Pertinence) qui ont ralenti son déploiement. Le pilotage a souffert de ces perturbations et l'efficacité globale de l'action a été impactée. Les communes auraient dû être davantage associées au pilotage du projet afin d'en permettre le suivi-évaluation en continu. L'affectation budgétaire entre les composantes du projet aurait pu être plus efficiente : au final 20% du budget est affecté aux activités concrètes issues des démarches participatives (30% prévus initialement) et l'application mobile non mise en service pèse pour 20% dans le budget de ces activités.

Impact

- L'amélioration des capacités des communes à engager un dialogue avec la société civile permet d'envisager une gestion plus concertée. Cet impact pourrait être amoindri en raison de la faible capitalisation interne des équipes municipales, notamment au moment des changements d'équipes.
- La commune de Sidi Hassine a systématisé l'approche « 7oumti » pour identifier des projets concertés et développer des initiatives co-construites, ce qui offre des perspectives de répliquabilité. Les deux autres communes ont mis en œuvre cette approche dans le cadre du projet mais ne l'ont pas systématisée.
- Les porteurs de projets ont bénéficié de formations à l'entrepreneuriat, mais peinent dans l'ensemble à trouver des financements pour démarrer leur activité. Il est à souligner que parmi ces entrepreneurs, une entreprise de production de compost au développement rapide et prometteur.

Viabilité/durabilité

Au-delà du renforcement de capacités des acteurs, la pérennité des réalisations est à confirmer, notamment dans un contexte de fort renouvellement des équipes municipales. La dynamique impulsée par la commune de Sidi Hassine, en particulier pour l'aménagement d'un jardin de quartier, est le résultat qui semble le plus durable.

Conclusions et enseignements

Très ambitieux et portant sur plusieurs sujets à la fois, **le projet a partiellement atteint les objectifs qu'il s'était fixé**. Il a su s'adapter aux situations locales et aux aléas (dont la crise sanitaire) tout en gardant une certaine pertinence. Il a également réussi à maintenir un lien opérationnel avec l'ensemble des acteurs du projet, bien que ce lien se soit distendu aux périodes complexes.

A l'avenir, de tels projets devraient se construire sur une analyse fine des territoires, se focaliser sur un ou deux thèmes clés et associer étroitement les communes au pilotage du projet. Il faudrait trouver une meilleure répartition entre le budget alloué à la démarche participative et le budget alloué aux activités concrètes issues de cette démarche.

Compte tenu des investissements déjà réalisés, il est prioritaire de rendre l'application mobile opérationnelle. La stabilisation de financements pérennes est cependant source de blocages, car la maintenance, le développement et l'administration de l'application doit se faire de manière continue sur le long terme.

En matière de solutions technologiques, les équipes communales devraient être davantage impliquées en amont afin de faciliter l'appropriation et la pérennisation des outils.